

DOCUMENT

# A D R E S S E

- AUX PROLETAIRES ET AUX JEUNES REVOLUTIONNAIRES ARABES ET ISRAELIENS
- CONTRE LA GUERRE ET POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE

L'ensemble de la situation au Moyen-Orient est si embrouillée qu'il est difficile d'y voir clair au premier coup d'oeil. La raison en est que la confusion, l'amalgame, l'organisation de mensonges sont les alliés fidèles de toujours des classes **aux affaires et au pouvoir.**

Nous, révolutionnaires des pays arabes et d'Israël, nous sommes réunis au mois de mai 1976, à Paris, pour démasquer les intentions secrètes des classes dominantes, détruire leurs fausses évidences, jeter un regard lucide sur la situation actuelle et en dégager une perspective claire pour l'activité du prolétariat révolutionnaire et ses alliés.

Dans cette perspective, nous nous engageons à travailler ensemble intensivement pour jeter les bases d'une nécessaire organisation arabo-israélienne fondée sur le programme des Conseils Ouvriers et des masses opprimées. Son activité, non seulement théorique mais pratique, devra être axée sur les luttes de classes dans les pays arabes et en Israël,

**par** notamment, la rencontre des éléments prolétariens les plus avancés de cette région.

Une solution de compromis de la crise libanaise, qui portait en filigrane celle de tout le Moyen-Orient, semble aujourd'hui mûre. C'est un signe avant-coureur de la mise sur table du grand compromis du conflit arabo-israélien, longtemps mijoté dans les cuisines internationales. La grande affaire, pour les parties prenantes, est de se mettre d'accord sur sa mise en scène. Le voyage de Rabin à Washington, celui de Hussein devenu, entre autres, commis voyageur de Assad, à Washington, celui de Sadate en Europe, l'éventuelle visite de Ford au M.O. s'inscrivent tous dans cette direction. Une victoire éclatante de FORD aux élections de 1976 est un problème préoccupant pour tous ses amis, de Moscou au Caire, de Damas à Tel-Aviv. Leur meilleure contribution à cette victoire ne pourrait être que l'acceptation d'une "paix américaine", si partielle soit-elle - le conflit arabo-israélien lui-même ne pourrait être résolu, du point de vue du Capital, que par étapes -, mais susceptible de fournir à sa campagne électorale un coup d'éclat de "Paix" au Moyen-Orient.

Les journaux dans les secrets des Dieux, tel le Libanais "Al-Hawadès", faisaient état d'une proposition américano-libanaise transmise aux Etats arabes intéressés. Elle consiste à parvenir à l'arrangement final en deux étapes :



- dans la première, qui devait avoir lieu cette année, les Etats arabes concernés s'engageraient à proclamer la fin de l'état de belligérance avec l'Etat d'Israël. En échange, celui-ci leur rendrait tous les territoires qu'il occupe hormis les points considérés comme stratégiques, donc nécessaires à sa défense.

- Dans la deuxième, conçue pour 1977, les intéressés conclueront sous l'égide des grandes puissances une "paix" en bonne et due forme, à Genève ou ailleurs. En contrepartie, le gouvernement israélien rendrait la quasi-totalité des territoires restés sous occupation.

Peuvent-ils réaliser leur but sans passer par une guerre ?

Rien n'est moins sûr. Car, si le cours actuel n'est plus celui de la guerre, la véritable, celle qui se terminerait par la victoire des uns et la défaite des autres, cependant une guerre de mise en scène théâtrale, dont les prolétaires et les jeunes seraient la chair à canon, ne manquerait d'être tacitement favorable, notamment pour l'état d'Israël et pour celui de la Syrie. En fait, un règlement politique avec la Syrie et l'O.L.P. achoppe toujours sur l'incapacité de l'équipe RABIN à rééduquer son opinion publique dans un sens de réalisme et de "paix", contraire au conditionnement qui lui avait été inculqué par le sionisme, en passe de devenir anachronique, selon lequel la conquête et le maintien de la terre arabe sont les meilleurs garants de la sécurité et de la paix d'Israël. Une guerre, qui laisserait prise, en toute logique, à une intervention concertée des grandes puissances, est envisageable pour :

- a) séparer les belligérants et les refouler sur des limites tracées d'avance,
- b) dépêcher les casques bleus,
- c) proclamer la trêve,
- d) la périodisation du retrait israélien,
- e) la reconnaissance de l'O.L.P. et la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Ce plan de "paix" a été révélé par le Sénateur James ABOUREZK à Ghassan TUAINI, actuellement Ministre à plusieurs portefeuilles au Liban. Ce dernier le publia en éditorial dans son quotidien "Annahar", il y a 21 mois de cela.

Il y a deux mois à peine, SADATE avertit solennellement le régime syrien contre une initiative de guerre qui le mettrait aux prises avec Israël, en précisant que l'armée égyptienne - en mal d'armement à cause du blocus russe - ne bougerait pas. En effet, certains signes portent à penser que la direction syrienne peut, comme sa soeur israélienne, être tentée par une guerre de camouflage. Sa dénonciation trop tapageuse de l'accord du Sinaï <sup>lui</sup> rend un peu difficile la signature d'un accord analogue, sans la couverture d'un prétexte tant soit peu crédible. La société syrienne est menacée, comme en 1973, de dislocation : encouragés par l'aspect confessionnel de la guerre civile libanaise, les dirigeants des émeutes confessionnelles sanglantes qui avaient, à la veille de la



guerre de 1973, ébranlé la fragile cohésion de cette société, sont présentement tentés par l'action. Les démons d'un coup d'Etat pro-irakien viennent, à nouveau, hanter les nuits des dirigeants syriens.

C'est une situation à quelques égards semblable à celle qui avait prévalu à la veille de la guerre de 1973. Cette dernière fut déclenchée par ASSAD et SADATE - celui-ci l'a bien reconnu après - d'une part, comme exutoire à une situation intérieure alarmante et, d'autre part, comme moyen pour "chauffer le front" et permettre ainsi à Kissinger de rechercher un compromis à "chaud". Ce qui est nouveau dans la situation actuelle, c'est la lassitude populaire générale à l'égard d'une éventuelle guerre : les souvenirs de la guerre de 1973 sont cuisants jusqu'au sein même de l'armée syrienne et les arrangements à la gomme, passés grossièrement pour des victoires, ont sensiblement érodés les sentiments nationaux sur lesquels les régimes égyptiens et syriens avaient, en 1973, manoeuvré pour livrer leur guerre spectaculaire.

Cette fois, la manoeuvre serait grosse et, comme telle, devra apparaître aux yeux de tous, comme a déjà apparu comme mensonge évident l'antiaméricanisme syrien. Damas, qui rejetait naguère comme oeuvre de Satan la proposition américaine de conclure un accord au Golan semblable à celui du Sinaï, s'engage vis-à-vis de Washington à préserver, dans le conflit armé entre la vieille bourgeoisie libanaise et les forces de la bourgeoisie moderne, le fameux principe de "ni vainqueur, ni vaincu", à désarmer les masses armées au Liban; à réduire à néant la liberté d'expression - relative - que le totalitarisme baasiste rend responsable de tous les malheurs; à bien tenir en laisse les directions palestiniennes - qui, de <sup>ses</sup> protégés, sont devenus <sup>ses</sup> otages - et les amener assagis et dociles à Genève ou ailleurs; à surseoir, en cette année d'élections américaines, à la reconnaissance d'un Etat palestinien; à prolonger le mandat de la force de l'O.N.U. au Golan, encore six mois, durant lesquels Washington poursuivra paisiblement le processus de sa "paix". C'est pour tout cela que Damas a bien mérité un certificat américain de bonne conduite : Kissinger déclare au Sénat que le rôle de la Syrie au Liban est "responsable et généralement constructif", en ce qu'il "freîne les éléments libanais extrémistes" (14/04/76). FORD lui-même déclare le 19/04/76 "que la Syrie et Israël se conduisent de manière très responsable au Liban". Or, qui prendrait au sérieux qu'une éventuelle guerre déclenchée par les baasistes de Damas aurait pour but de "résister à l'assaut du sionisme et de l'impérialisme américain contre l'imprenable citadelle de l'arabisme lutteur : Damas ?".

Cette guerre ne serait pas, certes, fatale, mais elle est loin d'être impossible. Elle est sans nul doute l'une des alternatives mises à l'ordre du jour par les capitales intéressées. L'ignorance de l'intention de ces capitales a coûté cher au prolétariat et à la jeunesse arabe et israélienne en 1973.

Leur négligence, cette fois-ci, leur coûtera autant, sinon davantage. Dorénavant, nul n'est censé ignorer les ruses et les surprises du pouvoir en place. Historiquement, les guerres contre-révolutionnaires ont toujours été engendrées par la défaite ou le sommeil du peuple travailleur.



. Dans cette éventuelle guerre, nous, internationalistes des pays arabes et d'Israël, appelons les prolétaires et les jeunes des deux côtés à fraterniser, à retourner leurs armes et leur combativité contre leurs supérieurs et les classes qu'ils représentent, à transformer cette guerre spectaculaire en véritable guerre civile pour en finir une bonne fois pour toutes avec toutes les guerres.

Quoiqu'il en soit, cette éventuelle guerre ne ferait qu'accélérer ce que la précédente avait déjà amorcé : la réconciliation par étape des bureaucrates et des bourgeois arabes et israéliens, et leur étroite intégration rationnelle au marché international.

Avec ou sans guerre, cette réconciliation et cette intégration sont inscrites à l'ordre du jour du capital international et local, dont les intérêts se mêlent et s'enchevêtrent.

Pour le capital international, le monde arabe, et notamment le Moyen-Orient, est un espace vital en tant que réservoir d'énergies encore irremplaçables. Il représente également un marché solvable sur lequel il compte en partie pour résoudre sa crise - celle-ci, caractérisée par le degré alarmant atteint par la baisse réelle du taux de profit, se manifeste par une inflation galopante, un chômage croissant et une saturation généralisée des marchés solvables. C'est pourquoi, Russes et Américains, depuis longtemps d'accord pour ne pas s'entraîner dans un écroulement commun, entendent arranger à l'amiable les petits conflits territoriaux opposant leurs divers P.D.G. autochtones au Moyen-Orient.

De leurs côtés, les classes au pouvoir dans cette région, handicapées par leur crise permanente, chaque fois aggravée par une crise mondiale, sont plus que jamais convaincues qu'aucune d'entre elles n'est plus à même de résoudre seule sa propre crise, et de faire face à la montée de la contestation populaire menaçante • leur interdépendance de fait est devenue telle que la chute d'une classe, par une véritable révolution, ne peut que déclencher des réactions en chaîne dont l'aboutissement serait la chute de tous les autres régimes. Or, le prolongement de leurs vieux conflits armés signifierait à terme leur propre arrêt de mort. C'est dans ce sens que nous devons comprendre la réconciliation entre l'Irak Baasiste chauvine et l'Iran, naguère officiellement dénommé "le 2nd Israël", et celle qui reste à faire entre les Etats arabes et Israël.

Celle-ci serait, pour l'essentiel, basée sur une coopération économique profonde, dont le but serait l'industrialisation de cette "importante région sous-industrialisée malgré ses potentialités considérables (...). Au lieu de placer des casques bleus de part et d'autre des frontières, la meilleure garantie d'une paix durable entre les Arabes et Israël serait l'industrialisation (voire l'exploitation commune) intense de ces mêmes zones : Sinaï, Golan, Cisjordanie, et les zones avoisinantes des côtés d'Israël".

Ce programme est contenu dans un livre "Que faire après que les canons se soient tus ?" d'un rédacteur d'Al Ahram, paru en 1975 à Beyrouth. Le Time



affirme que SADATE l'avait lu et avait autorisé sa publication. ABBA EBAN en a fait l'éloge au Nouvel Observateur en déclarant que ce livre exprime les idées que lui-même défendait depuis la guerre de 1967.

La clé de voûte de cette après-guerre de coopération se trouve être dans une "solution" de la question palestinienne.

Face à une abondante littérature, le plus souvent intéressée, sur l'impossibilité d'un Etat palestinien, nous pensons que l'avènement de cet Etat serait une condition préliminaire à cette réconciliation voulue par le Capital.

C'est aujourd'hui la tarte à la crème de tous les Etats du monde, U.S.A. et sionistes "d'avant-garde" compris, d'affirmer "le droit du peuple palestinien à son propre Etat". Pour nous, la création de cet Etat "indépendant", intégré ou pas à la confédération formelle de la grande Syrie, ne mettra pas fin à la double oppression dont le peuple palestinien est victime. Cependant, nous qui n'appartenons à aucun camp, ni à celui qui milite en faveur d'un Etat palestinien (l'O.L.P. et la quasi-totalité des Etats du monde) ni à celui qui milite contre lui (le Front du Refus Palestinien et la ligne dure sioniste), constatons que cet Etat palestinien, que le capital exige maintenant pour la pacification de son espace vital au Moyen-Orient et tout en amortissant la lutte des masses palestiniennes toujours plus forte, est censé être le dernier fossoyeur de l'alibi nationaliste arabe, et comme tel favoriserait objectivement le développement des luttes sociales dans le monde arabe, en Israël et au sein même de cet Etat. Une fois soumis à l'oppression directe de la bourgeoisie palestinienne, les ouvriers palestiniens découvriront que la conquête de leur réelle émancipation ne peut se faire qu'à travers la destruction de la société de classe. Le Palestinien, aujourd'hui enchaîné par l'occupation israélienne, jordanienne ou par la "protection" policière des Etats arabes, ne saurait être délivré tant que l'ouvrier est partout esclave.

Nous saluons ici les camarades palestiniens, notamment au Liban, en Syrie, dans les territoires occupés et en Israël qui, face à la mystification de la conscience de classe entretenue par les directions bureaucratique-bourgeoises de l'O.L.P. et du Front du "Refus", défendent cette vérité en proclamant à haute voix l'indispensable autonomie de la classe ouvrière palestinienne à l'égard de toutes les organisations qui ne sont pas la sienne.

Nous saluons les luttes unitaires des jeunes et des ouvriers juifs et arabes contre le régime de classe en Israël.

Loin de nous l'idée de lancer des appels débiles aux masses populaires pour "faire échec à l'arrangement de trahison nationale" comme le fait, plutôt par tactique que par conviction, le Front du "Refus" palestino-irako-lybien qui, à l'encontre de l'Etat présenté aux palestiniens par l'O.L.P. et ses alliés comme une panacée universelle, n'offre, lui, aux palestiniens des territoires occupés, qu'une alternative inadmissible : ou bien rester sous occupation israélienne ou bien revenir à celle de Hussein. Les masses arabes et palesti-



niennes, profondément lasses des déboires de 4 guerres absurdes, non seulement ne le croient pas, mais ne l'écoutent même pas.

Les forces révolutionnaires, notamment celles qui luttent à l'intérieur d'Israël, ont à défendre le combat des masses palestiniennes arabes contre l'opresseur sioniste. Nous soutenons le droit à l'autodétermination du peuple arabe palestinien et du peuple juif israélien, pour mettre fin une fois pour toutes à toute oppression nationale et sociale. Nous nous opposons énergiquement, contre toute tentative de la part de l'Etat sioniste, de l'impérialisme et de leurs alliés, d'imposer une quelconque forme de contrainte nationale au peuple palestinien. En même temps, nous dénonçons la persécution dont sont encore victimes les Juifs de Syrie et d'Irak, ainsi que celles, nationales, sociales, ethniques, religieuses, etc... dont sont l'objet diverses minorités du monde arabe.

Notre tâche, pour nous qui, dans le mouvement révolutionnaire présent, exprimons l'avenir de ce mouvement, consiste à analyser de manière critique ce qui se déroule sous nos yeux : faire part "d'une époque, celle des luttes nationales, qui touche à sa fin et annoncer l'autre, celle des luttes de classe qui prend sa relève :

L'apparition de la résistance palestinienne, après la défaite des états arabes en 1967 n'était pas en fait un signe avant-coureur de renaissance révolutionnaire, mais bien un dernier soubresaut d'agonie du vieux nationalisme arabe, auquel le défi sioniste fut à la fois le galvanisateur depuis 1917, et le fossoyeur en 1967. Le dernier chef réellement nationaliste arabe, NASSER, dont le rayonnement interarabe inégalé était dû à sa double promesse de libérer la Palestine de l'Etat d'Israël et de refaire l'unité de la nation arabe, trahira lui-même sa propre promesse après 1967, en renvoyant l'unité arabe aux calandes grecs et en signant la résolution 242 du Conseil de Sécurité stipulant la reconnaissance du même Etat d'Israël dans des frontières "sûres".

A son tour, le sionisme, qui par sa dernière guerre de conquête en 1967 avait atteint son apogée, mais aussi par le même coup amorcé son déclin, va voir, en 1973, la mise en miette des mythes de la puissance de son Etat, de l'invincibilité de son armée et de l'infailibilité de ses services de sécurité. Pire encore, il se voit maintenant contraint, non seulement à restituer l'essentiel des territoires occupés, mais également à reconnaître l'existence nationale du peuple palestinien qu'il avait toujours méconnue.

Dans le déclin des classes dominantes et de leurs idéologies, nous assistons à la montée des luttes de classes.

Dans presque tous les Etats arabes, il n'y a pas un seul régime qui ne passe chaque semaine à deux doigts d'un soulèvement ouvrier, d'un coup d'état, d'un assassinat de son chef, d'un accrochage avec le voisin, etc...

La crise du Capital, jointe à la leur propre, les a pris à la gorge. Même les Etats pétroliers se trouvent, vu l'archaïsme de leur structure, l'irrationalité de leur mentalité taboutique, impuissants à utiliser de manière adéquate leurs revenus considérables.



7

Dans tous ces Etats, c'est un véritable colonialisme intérieur qui s'est imposé au prolétariat et autres victimes du Capital et de son arbitraire. Le consentement résigné des masses, soumises jadis, est en passe d'être partout révolu.

Dans l'Egypte de SADATE, dont l'économie est à terre, l'inflation a atteint en deux ans 45 %. Les conditions et les rythmes de travail sont insupportables. L'appauvrissement absolu des salariés est une réalité chaque jour vécue. De toute évidence, la classe dominante veut faire payer sa crise, le coût de ses guerres perdues, son propre gaspillage, sa propre malversation, au prolétariat.

Après la guerre de 1973, les négociations au Km 101 et l'intensification de la propagande officielle pour une "paix négociée" qui suivirent, le prolétariat égyptien s'est détourné de la démagogie nationaliste et commence à faire de plus en plus montre d'un esprit critique à l'égard de ses oppresseurs. L'alibi d'"aucune voie ne doit primer celle du combat national", "les ouvriers doivent, les premiers, faire des sacrifices et se sacrifier pour la patrie en danger", n'est plus non seulement cru, mais même entendu. Cette guerre, particulièrement meurtrière pour le prolétariat et la jeunesse instruite, soldée par une défaite et un marchandage de "marché oriental", les a désillusionnés sur le mythe de libération nationale, alors que le Capital, cause première de tout esclavage, est partout maître. Depuis, le prolétariat égyptien, guide spirituel du prolétariat arabe, a définitivement abandonné le mot d'ordre "libérer le Sinaï", pour lancer ses propres revendications. L'intensification et la dynamique de ses luttes l'amèneront à terme à revendiquer sa libération totale. Il ne s'adresse plus aux comités officiels de la "défense civique" pour s'enrôler, mais se met à créer ses propres organes de classe : les "Comités Ouvriers" (larges de 200 délégués) élus et révocables par les Assemblées Générales, réunissant tous les ouvriers de chaque usine. Ces comités sont indépendants de la C.G.T. et du Parti unique ; il ne pense plus au syndicat pour transmettre ses doléances au pouvoir comme par le passé, mais recourt exclusivement à la grève sauvage, en dehors et contre le syndicat du capital, à l'occupation des usines, à la séquestration du chef du syndicat, des délégués du pouvoir, etc..., à l'expulsion des lieux de travail des organisateurs du procès d'exploitation : directeur, contremaître, responsables syndicaux et autres parasites.

Le jour de l'An 1975, tout le prolétariat industriel de Helouan occupe les usines de cette banlieue industrielle du Caire, forme ses conseils ouvriers et envoie ses délégués au Caire pour diriger, avec les étudiants, une gigantesque manifestation, afin d'informer le peuple de ses revendications. Plusieurs magasins de luxe furent pillés et mis à sac, dont une discothèque soviétique. A la surprise des bien-pensants et soi-disant mal-pensants en Egypte et ailleurs, aucun mot d'ordre patriotique ne fut scandé. Un quotidien nationaliste arabe de Beyrouth s'est vu obligé, une semaine après, de s'envoyer une "correspondance particulière" du Caire, pour inventer deux mots d'ordre : l'un favorable à feu NASSER, l'autre réclamant la libération du Sinaï, et mettre sur le compte des "agents du pouvoir" le sabotage, le pillage et certains mots d'ordre prolétariens anti-nationalistes.



En réalité, tous les mots d'ordre furent de classe :

- "O Héros de la guerre de traversée (du canal) où est notre dîner ? "
- "Bourgeois, votre presse est libre, mais notre vie est sans joie."
- "HEGAZI (1), ton gouvernement est celui des nazis."
- "JEHAN (2), ton règne est celui de DAYAN." (3)

et autres mots d'ordre contre la hausse des prix et la discrimination de classe.

Les larbins du pouvoir se sont donnés le ridicule de s'étonner que les ouvriers-soldats, qui avaient croisé la mort au bord du canal ou au Sinaï en 1973, fassent fi des mots d'ordre patriotiques et poussent la "trahison" jusqu'à "vouloir discréditer la grandiose victoire de la guerre d'octobre" (Moussa SABRI, éditorialiste et ami personnel de SADATE).

En mars 1975, les 27.000 ouvriers du textile d'AL MAHALLA EL KOUBRA occupent à leur tour les usines, forment des conseils, séquestrent ou expulsent le personnel d'encadrement. Aussitôt, la force spéciale anti-émeute et l'armée, chars et avions à l'appui, encerclent les ouvriers. La bataille, inégale, se solda par 50 morts et 200 blessés du côté du prolétariat.

Bien que l'éveil de la lutte de classe, en Egypte, n'en soit qu'à ses débuts, il a déjà entraîné un phénomène de paranoïa collectif qui s'est emparé de la classe régnante. Elle ne voit plus partout que de la subversion "téléguidée de l'extérieur". Tout récemment, SADATE, dans un discours fascisant, a menacé le prolétariat d'une guerre frontale où chars et avions seront, précise-t-il, utilisés. En l'absence totale d'une perspective, un tant soit peu crédible, et en la présence d'un prolétariat décidé à défendre ses intérêts de classe, la bureaucratie et la bourgeoisie égyptiennes se préparent de leur propre aveu à la guerre civile.

Dans cette éventualité, le programme prolétarien ne peut être que la revendication de tout le pouvoir au prolétariat et à ses alliés ; et son mot d'ordre de combat : défendre le fer par le fer, le feu par le feu.

Bien que la bourgeoisie bureaucratique sioniste soit encore, mais de moins en moins, capable de canaliser la haine de l'injustice sociale, très enracinée dans la conscience des masses laborieuses juives d'âge en âge opprimées, contre

(1) Premier Ministre à l'époque.

(2) Femme influente de SADATE

(3) Face à la propagande officielle et celle des partis arabes dits communistes, qui s'acharnent à dissoudre savamment par la confusion et le mensonge le combat unitaire du prolétariat arabe, internationaliste par son essence même, en l'invitant, au nom d'une absurde primauté d'une contradiction principale sur une contradiction dite secondaire, à subordonner ses intérêts de classe à ceux de la nation, autrement dit des classes possédantes "afin de faire un front commun contre l'ennemi israélien qui nous menace tous", le prolétariat au combat en Egypte leur crie à la face qu'à ses yeux toutes les classes dominantes de la région se ressemblent et se valent. Les slogans soulevés par les ouvriers égyptiens ne constituent pas une vue de l'esprit, mais une vérité tirée d'une expérience vécue au canal, au Sinaï et à ALMAHALLA ALKOUBRA.



"le voisin arabe vengeur", qui devrait être puni par des guerres de conquête présentées sous le vocable fallacieux de "défense", les forces sociales, grosses du "danger intérieur", ne manquent pas en Israël.

Certes, avec beaucoup moins d'intensité, de radicalité et de soustraction à l'idéologie dominante, mais allant dans le même sens que la lutte de classes en Egypte, le prolétariat israélien, notamment celui des ports maritimes, reprend, dans une conjoncture de crise structurelle durable, ses luttes sociales des années 65-67 caractérisées par des grèves sauvages menées par des "comités d'action" prolétariens.

Depuis la grève de septembre 1971 où MEIR et DAYAN évoquaient, avec un accent fascisant, le "danger intérieur", de grandes grèves sauvages se déclenchant de temps à autre, telle la grève des ouvriers du port d'Ashkelon en mai 1975, que la presse arabe, du Golfe à l'Atlantique, a passé sous silence, les grévistes ont rejeté avec mépris l'autorité de la HISTADROUT, bras droit du capital privé et étatique au sein de l'usine. La presse, inquiète, constate amèrement "l'effondrement du système des relations de travail en Israël". Si en Egypte la presse traite les ouvriers occupant les usines de "traîtres", en Israël, les grévistes sont simplement dénoncés comme "criminels".

Une fois la "paix" interbourgeoise instaurée au Moyen-Orient, tout ce qui est aujourd'hui débutant ou potentiel deviendra aguerri et réel. Et ces "traîtres" et "criminels", en se libérant davantage des illusions qui leur sont imposées par leurs exploiters, mettront fin à la paix sociale déjà troublée. Leur lutte passera du défensif à l'offensif, du seul aspect économique à tous les aspects de la vie sociale, du cadre national au cadre régional puis nécessairement international, car la révolution prolétarienne ne peut être victorieuse qu'en se généralisant à tous les pays arabes et à Israël. Avec la destruction du capital privé et étatique et son appareil d'entretien, l'Etat, le prolétariat et ses alliés ont à détruire du même coup toutes les frontières nationales existantes ainsi que toute trace de haine nationale, que la bourgeoisie, qui n'a plus rien de national, cultive de plus en plus.

Au stade actuel de la lutte des classes, notre tâche, à nous, dont l'essentiel des activités révolutionnaires est orienté vers les pays arabes et Israël, est :

- d'apporter sa signification réelle, sa conscience radicale à toute pratique à visée révolutionnaire, si limitée dans le temps et l'espace soit-elle ;
- d'encourager tout dérèglement des institutions existantes, qui ne sont rien d'autre que la violence de classe organisée, toute résistance au conformisme, aux injustices et au pouvoir discrétionnaire des directions dirigeantes dont l'essentiel de l'activité a, de tout temps, consisté à surveiller et à punir ;
- de diriger l'arme de la critique contre toutes les institutions religieuses et idéologiques.



Dans l'Orient, venu au capitalisme moderne sous l'impact de l'époque, et non pas par une évolution intérieure que ses structures paralysantes excluent, la critique de tous les anachronismes du monde moderne, qui conservent en Orient une influence massive, telle la religion qui bloque encore l'intellect des larges masses, reste la condition préliminaire de toute critique, s'attaquant simultanément au capital, au pouvoir et à leurs justifications sacrées et profanes.

Face aux classes qui défendent partout et par tous les moyens la propriété privée et étatique, l'amour du travail salarié, l'ordre, la famille, la morale, la tradition, la religion, l'autorité, le patriotisme, le sacrifice, le service militaire, l'école, les partis et les syndicats à leur service, les révolutionnaires axeront le feu de leur critique sur toutes ces institutions et cette table des valeurs défendues par leurs ennemis : sur le carcan familial répressif qui écrase, par son conservatisme patriarcal, la personnalité et la créativité des enfants et maintient la femme dans l'esclavage ; sur la machine scolaire, lieu d'apologie des abstractions abrutissantes et des réalités mortelles, qui reprend les enfants, assagis, de la famille pour achever son oeuvre, à savoir tuer en eux toute réflexion libre, leur laver le cerveau, les conditionner par toutes les médiocrités courantes, les plier aux exigences d'une société stupide et totalitaire, les destiner à être des ouvriers qualifiés et disciplinés ; sur l'université qui, à son tour, récupère les élèves triés par les examens punitifs, pour les soumettre aux ravages des idéologies passéistes et modernistes qui se côtoient et se complètent dans la société même, pour en faire, dans le meilleur des cas, des petits cadres au service de l'Etat et des professeurs spécialisés incapables d'avoir des vues larges et profondes sur leur temps, et dans le pire des cas des chômeurs diplômés ; sur l'essence de la culture dominante et les moyens audio-visuels qui la propagent dans le seul but de mystifier la conscience de la classe révolutionnaire en diffusant à satiété des faux problèmes, escamotant le vrai, celui de l'émancipation du prolétariat, par l'apologie du passé mort et de l'état théologique toujours en place ; sur l'armée, dernier lieu de conditionnement de la jeunesse, qui est en passe de devenir - après la "paix" elle le deviendra pleinement - une force spéciale réduite en nombre et exclusivement destinée à se mesurer au prolétariat dans les guerres civiles à venir ; sur les partis et les syndicats étatiques et paraétatiques qui sont déjà la principale force d'inertie pour la classe ouvrière et dont la tâche consiste, en tant que courroie de transmission du pouvoir, à neutraliser les pôles subversifs de la société, à perpétuer la soumission des exploités, à créer et entretenir la fausse conscience, enfin, à mater le prolétariat.

Dans notre époque, qui est révolutionnaire, tous les états de la région sont forcés de mettre en oeuvre des réformes sociales quelconques. Pour survivre et étendre sa domination à tous les aspects de la vie sociale, le capital se voit obligé de moderniser son infrastructure, d'utiliser ses urbanistes pour l'aménagement des villes en fonction de la guerre civile, l'aménagement du territoire en fonction des besoins de l'industrie polluante, le parcage d'une population menaçante dans des cages-à-lapins, et enfin entreprendre, même dans les



## 1.1

pays arriérés de la région, certaines réformes sociales susceptibles de convertir le prolétariat, réveillé à ses intérêts de classe, à la modération.

Modernisation, modération, retenue, tels sont les maîtres mots de la propagande officielle au Moyen-Orient.

Cette vérité vécue interdit aux révolutionnaires toute participation à une action à visée réformiste et toute alliance avec les partis réformistes qui ne sont en fait que la gauche du capital.

La faillite historique de tous les partis de gauche dans les pays arabes et en Israël s'explique, en grande partie, parce qu'ils étaient tout au long des 25 dernières années réformistes en paroles face à un pouvoir réformiste en actes. Après toute une période de maniements des idées momies, de répétition de fausses évidences, de rabâchage de faux problèmes, de propagation de la fausse conscience, de traductions falsifiées de quelques textes marxistes, ces partis "communistes" apparaissent pour ce qu'ils sont réellement : non point des partis de la classe ouvrière, mais ceux de la classe dominante dont ils partagent misérablement le pouvoir en Syrie, en Irak et bientôt au Liban, et lui servent comme "opposants honnêtes et constructifs" partout ailleurs.

La quasi-totalité des groupes gauchistes arabes, apparus pour la plupart après l'avènement de la résistance palestinienne pour prendre la relève des vieux P.C. "qui ont trahi le marxisme-léninisme, le vrai", et après la défaite de la résistance en septembre 70 à Amman, s'évanouirent ou réintègrent leurs bons vieux partis réformistes "traîtres" d'origine. Et, chœur avec leurs partis vite retrouvés, se mirent à braire "la nécessité des fronts nationaux avec les régimes progressistes et anti-impérialistes pour faire face à l'impérialisme et ses agents en Israël et en Iran".

Maintenant que tous les régimes progressistes collaborent à visage découvert avec l'impérialisme, qu'ils se sont réconciliés avec la bourgeoisie iranienne et se préparent à donner l'accolade aux dirigeants d'Israël, le masque est tombé. Les partisans "critiques" ou aveugles des fronts nationaux apparaissent comme partisans acharnés de la soumission de la classe ouvrière à la bureaucratie au pouvoir, à la bourgeoisie aux affaires.

Le prolétariat et ses alliés n'ont aucun programme minimum commun avec aucune fraction des classes possédantes, qu'elles soient au pouvoir ou dans l'opposition.

Le prétexte de la "lutte pour la démocratie" est encore plus fallacieux que les précédents prétextes, déjà discrédités puisque la période du pouvoir fort aux répressions sans fard, à la NASSER, est en passe d'être révolue. Actuellement, la bureaucratie et la bourgeoisie arabes sont d'accord pour concéder un certain libéralisme, au compte-grouette, susceptible de détourner la combativité croissante du prolétariat et de ses alliés. Même un certain pluralisme politique et une certaine liberté de presse peuvent être tolérés.



La thèse selon laquelle le réformisme est l'ultime recours du capital pour se sauver en faisant de sa crise une mutation "en douceur", se vérifie au Liban où 25.000 morts et 80.000 blessés sont tombés pour que, sur les ruines de la vieille bourgeoisie foncière, s'érige l'Etat de la moderne bourgeoisie financière. Tous les partis de gauche, P.C. en tête, et toutes les formations gauchistes du "Front des Partis Patriotiques" et des "Forces progressistes" et leurs soutiens "critiques", ont manipulé les masses en détresse pour les envoyer à la mort sur l'autel de leur "programme progressiste". Le leader de ce front, JOUMLATT, vient de révéler que "Dean BROWN, l'envoyé du capital américain au Liban pour trouver une solution à la crise, n'a que de la compréhension pour le programme réformiste des partis patriotiques et progressistes et pour le point de vue du mouvement national libanais" (ASSAFIR 10/04/76). Et l'hebdomadaire progressiste ASSAYAD du même jour, d'ajouter : "Après avoir lu le programme ... Monsieur BROWN a dit à JOUMLATT que ce programme n'était pas de gauche, pire il est en dessous du programme du Parti Républicain américain" et s'est engagé à convaincre CHAMOUN à le coopter. En fait, c'est un secret de polichinelle ; le Sénateur FULBRIGHT, qui savait par expérience qu'il n'est pire conservateur qu'un progressiste au pouvoir, déclara en 1975 au Golfe que les U.S.A. sont favorables au réajustement de l'ordre libanais dans le sens le plus progressiste "même au détriment de l'équilibre confessionnel ... car les régimes progressistes du monde arabe ont fait montre de beaucoup de souplesse dans leurs bons rapports avec les U.S.A. et ont réussi à préserver les intérêts américains mieux que le régime libanais" (AL HAWADES du 24/04/76).

KISSINGER vient de promettre la mise en pratique du programme du Front des Partis patriotiques et des forces progressistes par un consortium occidentalosaudien, pour reconstruire le Liban détruit, donnant ainsi un second souffle à un capital en mal de marchés.

Loin de tous les programmes réformistes minimum ou maximum, le seul programme digne du prolétariat arabe et israélien et leurs alliés est celui de la destruction de l'ordre capitaliste et la construction, sur ses ruines, d'une société révolutionnaire où la totale libération de chacun est la condition de la totale libération de tous.

Hakima BERADA  
Maroine DIB  
Dany DINER  
Avishai EHRLICH  
Abdul-Kader EL-JANABY

Emir HARBI  
Lea HOROWITZ

Mustapha KHAYATI  
Kamal LAHBADI  
Lafif LAKHDAR  
Eli LOBEL  
Moshé MACHOVER  
Mikhal MAROUANE  
Moshe SPEIER  
Khalil TOAMA  
Abdallah ZANNAN

Signatures après la réunion :

Ayed NAGIB  
Mohamed Cheret  
Khalidoun Abou El-Wafa

Paris, Mai 1976